**AVIS DU SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOLCANS D'Auvergne (SMPNRVA)
SUR LE PROJET ARRETE DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) DU HAUT CANTAL DORDOGNE
GRILLE ANALYSE CHARTE 2013>2025**

DISPOSITIONS CHARTE 2013>2025	RAPPORT DE PRESENTATION	PADD	DOO	NIVEAU COMPATIBILITE
GRANDS PRINCIPES DE LA CHARTE EN MATIERE D'URBANISME				
2.3.2.2. : « Choisir des outils de maîtrise de l'espace adaptés et complémentaires »	<p>→ Les observations et remarques du SMPNRVA (Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne) sont indiquées ci-dessous en bleu.</p> <p>La réalisation d'un SCOT permet de prendre en compte l'ensemble des enjeux et objectifs listés dans la Charte : milieux naturels et ressource en eau, activités agricoles et sylvicoles, risques naturels et technologiques, besoins sociaux, paysage et énergie, etc. L'outil SCOT est adapté au contexte local, répond aux enjeux énoncés précédemment et permet de traduire les grands objectifs de la Charte 2013>2025 à une échelle plus fine.</p>			↑↑
2.3.2.3. : « Adopter des démarches de qualité pour élaborer des documents d'urbanisme maîtrisant le projet dans l'espace et le temps »	<p>Le diagnostic de SCOT comprend une analyse fine : des dynamiques socio-économiques et démographiques, de la structuration du paysage, de l'agriculture, des patrimoines naturels, etc.</p> <p>Fil conducteur = développer l'attractivité territoriale : résidentielle, économique, touristique et paysagère.</p> <p>Le projet de SCOT s'organise autour de 6 axes thématiques : AXE 1 : STRUCTURER LE TERRITOIRE AUTOUR D'UNE ARMATURE TERRITOTIALE AXE 2 : PRESERVER ET METTRE EN VALEUR LE TERRITOIRE ET SES RESSOURCES AXE 3 : ACCOMPAGNER LES ACTIVITES IDENTITAIRES ET STRUCTURANTES AXE 4 : REVITALISER LES CENTRALITES AXE 5 : METTRE EN ŒUVRE UNE ATTRACTIVITE ECONOMIQUE AXE 6 : MODALITES D'APPLICATION DE LA LOI LITTORAL</p>			
2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »	<p>Le SCOT, notamment son rapport de présentation et son PADD, est illustré de cartographies, images références et croquis de principes, etc. Les enjeux principaux sont spatialisés par thématiques.</p> <p>Le rapport de présentation contient un focus « Parc naturel régional » et faire apparaître : la liste des communes concernées.</p> <p>→ La charte, le Plan Parc, et les cartes thématiques du Regard du Parc (Porter a connaissance transmis en 2016) pourraient être joint en annexes du SCOT.</p> <p>Le SCOT comporte la grille d'analyse de compatibilité Charte-SCOT proposé dans le regard du parc dans le tome 2 p.33-35 du RP : une compatibilité partielle est donnée pour le volet architecture et patrimoine bâti ; pour la disposition 2.1.2.5 : Améliorer la gestion environnementale des milieux ordinaires ; et pour la disposition 2.2.1.2 : Mettre en place une gestion durable des lacs naturels remarquables du territoire.</p>			
PAYSAGE ET FORMES URBAINES				
2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »	<p>Focus sur Le PNR des Volcans d'Auvergne p.39 du RP 36 communes incluent dans le PNR sur le territoire du SCOT, reprise des enjeux identifiés dans le Regard du Parc (porter à connaissance) diffusé en 2016.</p> <p>Le diagnostic permet de mettre l'accent sur l'ensemble des principaux enjeux paysagers du territoire. Une carte identifie les principaux enjeux par unité paysagère de façon schématique.</p> <p>Focus PNR p.182 Prise en compte de la dimension paysagère dans le diagnostic. Référence au Schéma paysager du PNRVA, reprise de la notion de site géographique de bourg, mention de l'inventaire du petit patrimoine bâti.</p> <p>→ La notion de domaine de paysage à respecter et de site géographique de bourg pourrait être illustrée avec les schémas issus de la Charte (méthodologie appliquée à l'analyse fine du paysage) p.117, afin d'être déclinée dans les documents d'urbanisme locaux.</p>	<p>L'Axe 2 préserver la qualité paysagère et architecturale : -éviter la banalisation des paysages afin de maintenir un cadre de vie attractif -fixer des règles pour un urbanisme de qualité garant de la mise en valeur des paysages</p> <p>-rendre plus efficaces les dispositions en faveur du réinvestissement des bâtiments vacants en facilitant l'interprétation des ABF, s'appuyer sur des règles paysagères partagées/harmonisées sur l'ensemble du territoire</p> <p>-enrayer les dynamiques de fermeture des paysages</p> <p>-limiter l'urbanisation dans les zones concernées par les risques naturels</p> <p>-minimiser les nuisances lumineuses et sonores</p> <p>-penser une nouvelle organisation de la collecte des déchets</p>	<p>→ Les enjeux paysagers et patrimoniaux sont traduits dans un atlas spécifique « enjeux paysagers et patrimoniaux ». Pour la partie PNRVA, les éléments du Plan Parc sont intégrés ainsi que certains éléments supplémentaires. Cependant, il serait intéressant d'ajouter la notion de vallées et vallons principaux, piémonts et rebords de cheire ainsi que d'espace à requalifier.</p> <p>Le DOO, demande aux documents d'urbanisme locaux d'identifier, préserver et mettre en valeur les éléments de patrimoine bâti, naturel, historique et culturel.</p> <p>Le SCOT a pour objectif d'éviter la banalisation des paysages : le DOO prescrit l'élaboration de règles architecturales cohérentes avec le site et bannit les modèles architecturaux standardisés. Les PLU(i) devront élaborer un diagnostic paysager en lien avec le diagnostic agricole. Ce dernier devra localiser les secteurs menacés de déprise afin d'enrayer la fermeture des paysages.</p>	↑

<p>2.1.1.1. : « Favoriser une gestion durable et une reconnaissance des grands espaces volcaniques du PNRVA »</p>	<p>→ Pas de mention du Plan de Paysage Participatif Val de Sumène-Vallée de la Rhue en cours sur les communes de Champs-sur-Tarentaine, Trémouille, Montboudif, Condat, Saint-Amandin, Riom-ès-Montagne, Menet, Saint-Etienne de Chomeil, Antignac. Il serait intéressant de reprendre les objectifs de qualité paysagère définis dans le cadre de cette démarche.</p>	<p>Axe 5 : mettre en œuvre une attractivité économique</p>	<p>Recommandation n°37 : le SCOT recommande la mise en place de règlements locaux de publicité,</p>
<p>2.1.1.2. : « Conserver la qualité des paysages ouverts assurant une vue remarquable sur les massifs et révélant des ambiances singulières »</p>	<p>Analyse fine des dynamiques d'évolution du territoire et des enjeux liés, notamment : résidences secondaires, problématiques de vacances, faible diversité du parc de logements, augmentation de l'urbanisation malgré une baisse de la démographie, vieillissement de la population, dévitalisation des centres-bourgs, accessibilité aux services, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Donner envie de venir vivre et travailler sur le territoire par une meilleure visibilité de l'activité économique - Combiner l'intégration des zones d'activités dans leur environnement et rôle de vitrine - Développer les capacités d'accueil des zones d'activités existantes : priorités aux extensions des ZAE existantes 	<p>→ La réglementation nationale interdit la publicité et les préenseignes dans les Parcs naturels régionaux (PNR) (Art. L.581-8 du Code de l'Environnement) ;</p>
<p>2.1.1.3. : « Maintenir l'intégrité des sites paysagers remarquables »</p>	<p>Analyse de l'armature territoriale : organisation du territoire en bassin de vie avec trois pôles principaux Mauriac, Riom-ès-Montagne et Bort-les-Orgues. Une concentration des équipements publics et des services de proximité à Mauriac et Riom-ès-Montagne.</p>	<p>→ Conformément aux stratégies / ambitions nationales sur le ZAN les espaces des ZAE existantes doivent être optimisés, afin de contribuer à une gestion économe de l'espace.</p>	<p>→ Seul un Règlement Local de Publicité (RLP) a la possibilité de la réintroduire, à condition que les règles du RLP soient plus restrictives que les règles nationales et compatibles avec les orientations et mesures de la charte du PNR.</p>
<p>2.1.1.4. : « Révéler les spécificités géomorphologiques structurantes et/ou originales du paysage »</p>		<p>→ Au-delà de développer les capacités d'accueil des zones d'activités existantes → Il convient de favoriser leur densification, voire leur restructuration.</p>	<p>Le SCOT autorise le réaménagement des campings pour une montée en gamme (UTN).</p>
		<ul style="list-style-type: none"> - DAAC (document d'aménagement artisanal et commercial) est joint en annexe du SCOT et définit la localisation préférentielle des commerces - Maintien des commerces de proximité : Prioriser l'implantation de nouvelles surfaces commerciales dans les centres des polarités du territoire 	
		<p>Tourisme = Favoriser la diversification des activités liées au tourisme + diversifier l'offre d'hébergement + montée en gamme avec niveau de service plus élevé</p>	
		<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en valeur les sites à haute valeur touristique : site naturels, bourgs et villages remarquables, châteaux - 1 seul projet d'UTNS (unités touristiques nouvelles) : extension du golf de Mauriac de 9 à 18 trous = pas inscrit en tant qu'UTN structurante dans le SCOT - Autres UTNL à prendre en compte dans le cadre des PLUi 	
		<p>L'Axe 1 définit l'armature territoriale du territoire ayant pour vocation de structurer le territoire autour de différents pôles de services. L'objectif est de préserver le cadre de vie rural et de conforter le réseau des pôles afin de pérenniser les services de proximité.</p>	
		<p>Le PADD insiste sur la nécessité du développement de l'offre numérique et la couverture complète du territoire en téléphonie 4G : développement du télétravail, télé-médecine et télé-éducation.</p>	
		<p>→ La question de l'insertion paysagère des infrastructures liées au développement numérique telles que les antennes relais pourrait être mentionnée.</p>	
		<p>Rééquilibrer la croissance démographique sur le territoire = Scénario de référence de croissance positive qui sert de base de calcul pour la production de logements et la maîtrise de la consommation foncière. = + 600 hbts sur 20 ans (+ 0,1 % horizon 2040). « Le projet démographique du SCOT étant d'avoir la croissance la plus soutenue possible à l'échelle du territoire »</p>	
		<p>Maintien du nombre d'exploitation agricole + vie rurale à l'année dans les espaces ruraux montagnards.</p>	
		<p>Axe 4 : revitaliser les centralités</p> <p>Le SCOT encourage la mixité urbaine et fonctionnelle Porter une attention particulière aux interfaces urbanisés/agro-naturels Meilleur partage de l'espace public au profit des piétons OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat) menée en parallèle du SCOT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diversifier les logements pour assurer localement tous les parcours résidentiels - Préserver l'harmonie architecturale et les limites claires des bourgs et villages - Adapter les modalités d'application de la loi littorale compte tenu de la taille du plan d'eau (à peine supérieur au seuil) + 	

<p>1.2.2.2. : « Structurer l'espace rural et consolider le maillage des services et des équipements à partir des centres bourgs »</p>		<p>plan d'eau artificiel + absence de pression foncière sur commune de Lanobre et Beaulieu</p> <p>Maitriser la consommation foncière = résorption des logements vacants, comblement des dents creuses + renouvellement du parc de logement + opérations de « dé-densification » p.36 + encourager la densification parcellaire</p> <p>Le SCOT recommande des typologies de logement et des densités associées. Le SCOT favorise de façon générale la mixité urbaine Le SCOT recommande de diversifier la typologie des logements neufs produits.</p>	<p>Concernant l'offre en équipement et services : les équipements recevant du public seront localisés préférentiellement dans les taches urbaines, ou en continuité immédiate. Les équipements structurants seront localisés préférentiellement sur les polarités de l'armature territoriale, et devront faire le lien avec les transports en commun, stationnements vélo, accès piétons et desserte numérique.</p> <p>Riom-ès-Montagne est identifiée dans le DAAC, comme centralité de pôle secondaire. Condat et Saint-Martin-Valmeroux comme centralité de pôle relais. Anglards-de-Salers, Champs-sur-Tarentaine-Marchal, Lanobre, Menet, Trizac comme centralité de pôles ruraux. Salers comme pôle touristique.</p> <p>Les bourgs non concernés par le DAAC, devront définir dans le PLU(i) un périmètre de centralité destiné à accueillir prioritairement les commerces. Des limites (surface totale de plancher à destination du commerce) sont fixées dans le DOO. Les nouvelles implantations de commerce, hors sites définis dans le DOO sont proscrites.</p> <p>L'objectif est de densifier les ZAE existantes, favoriser l'extension des ZAE existantes si besoin, la création de nouveaux fonciers économiques ne devra pas dépasser 16 ha au total sur les 4 bassins de vie.</p> <p>Au total, le SCOT autorise l'urbanisation des 12 ha déjà aménagés, l'aménagement et l'urbanisation de 23 ha, et la création de réserves foncières à hauteur de 16 ha. → Sur le territoire du PNRVA : Projet de 6.2 ha en création sur le site de la ZAC de Larnié à Lanobre ? p 47 du DOO</p> <p>Les documents d'urbanisme locaux devront : -intégrer la question des mobilités et de collecte des déchets lors de projets concernant les ZAE -veillerons à intégrer la question environnementale dès la conception de projets concernant les ZAE (simple recommandation)</p>	<p>↑</p>
<p>1.2.2.1. : « Développer une offre de logements répondant aux besoins sociaux et environnementaux »</p>			<p>Scénario de référence croissance positive retenu : +0.1% = + 600 habitants sur 20 ans (basé sur prévisions INSEE et l'objectif de redynamisation démographique porté par le Conseil Départemental)</p> <p>résorption de 240 logements vacants = 12 lgs/an</p> <p>Réinvestissement urbain : le DOO précise une définition de la « dent creuse », demande le recensement avec précision de ce potentiel avant d'envisager des extensions d'urbanisation. La question de la dé-densification est abordée et la densification parcellaire est encouragée.</p> <p>Objectif de limitation de la consommation foncière : A l'échelle du territoire, la consommation passera de 58ha/an à 33ha/an maximum, soit une réduction de 43%. → Conformément aux dernières dispositions législatives, votre projet pourrait prescrire une utilisation plus économe des espaces, ce qui permettrait de lutter contre l'étalement urbain, le mitage des espaces naturels et agricoles et l'irréversibilité quasi systématique de l'imperméabilisation des sols.</p> <p>Ralentir la progression de la tache urbaine : des enveloppes foncières maximales sont définies par commune en ha/an. Le potentiel de densification par renouvellement du parc bâti et divisions parcellaires devra être étudié dans les PLU(i). Les extensions seront prioritairement en continuité des bourgs et villages et secondairement au sein des hameaux existants.</p> <p>Le DOO prescrit l'étude des parcs de logements et la justification de l'adéquation production en logement/besoins de la population. Recherche de mixité de l'habitat et de proposition d'un parcours résidentiel complet.</p>	<p>↑</p>

2.1.1.5. : « Intégrer les infrastructures routières au paysage pour mettre en valeur la géomorphologie »			TOURISME : Le SCOT demande de veiller à l'intégration paysagère des infrastructures de transports et demande à tout projet s'inscrivant à proximité d'un site touristique d'en préserver l'intégrité paysagère générale.	↑↑
<p>REGARD DU PARC</p> <p>Paysage et Formes Urbaines</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir lisibles les structures naturelles existantes (rebords, crêtes, éperons, etc.). - Maintenir lisible le domaine de l'eau et ses continuités (vallées, notamment aux abords des bourgs existants). - Privilégier un développement de l'urbanisation à l'intérieur des sites géographiques de bourg. - Maintenir la vocation naturelle/agricole des « Espaces de respiration » (Plan Parc). - Améliorer la qualité des espaces urbains identifiés en tant qu'« Espaces à requalifier (Plan Parc) ». - Prévenir et enrayer les phénomènes d'urbanisation linéaire (vallées et plateaux). 				
AGRICULTURE ET FORETS				
2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »	<p>Analyse des dynamiques agricoles.</p> <p>Identification des enjeux et menaces. Mise en relation avec les enjeux du réchauffement climatique.</p> <p>Plusieurs PAEC sont aujourd'hui en place ou en cours de constitution sur le territoire, et pilotés par le PNR des Volcans d'Auvergne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PAEC « Sources de la Dordogne, Sancy, Artense » ; - Le PAEC « Monts du Cantal », couvrant les Sites Natura 2000 FR 830 1055 « Massif cantalien » et FR 831 0066 « Monts et plombs du Cantal » ; - Un PAEC « zones humides » concernant deux sites Natura 2000 : « Zones humides de la région de Riom-ès-Montagnes » et « Tourbières et zones humides du Nord Est du massif cantalien ». <p>Réalisation d'un atlas des enjeux agricoles. Il identifie notamment les espaces agricoles sensibles en lien avec les réservoirs de biodiversité ou les zones humides, les secteurs de fortes pentes (supérieur à 30%), les sentiers, etc.</p>	<p>Axe 3 du PADD : Accompagner les activités identitaires et structurantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préservation du foncier agricole : élaboration d'un diagnostic agricole local lors de l'élaboration/révision des documents d'urbanisme - Encourager le changement de destination (habitat/tourisme) en vue de faciliter la rénovation du bâti patrimonial - Maintenir, développer et diversifier la filière agricole + éviter le démembrement d'exploitations viables généré par des rachats menant des agrandissements à outrance 	<p>Le SCOT demande au PLU/PLUi la réalisation de diagnostic agricole local et un croisement avec le projet urbain.</p> <p>Encadrement de la construction en zones agricoles : zones à enjeux ne recevront que les bâtiments ne pouvant être implantés dans les autres secteurs agricoles. Il est précisé que les documents d'urbanisme locaux devront assurer les possibilités de constructions de nouveaux bâtiments nécessaires au développement des activités agricoles.</p> <p>Recommandation n°12 : Le SCOT recommande l'intégration paysagère de toutes les constructions en zone agricole.</p> <p>→ Il serait intéressant d'ajouter « éviter les écrans végétaux monospécifique tel que haie de thuyas, conifères, etc. »</p> <p>Le SCOT encourage le changement de destination des bâtiments agricoles dans le but de diversifier les activités agricoles et la valorisation du patrimoine bâti.</p> <p>→ La récupération des eaux pluviales dans les exploitations agricoles n'est abordée ni en recommandation ni en prescription dans l'Axe 3 du DOO. Pourtant avec les épisodes de sécheresse qui deviennent récurrents, les problèmes d'étiages et les tensions sur le réseau AEP, trouver des ressources alternatives est d'actualité. Cette notion pourrait être intégrée.</p>	↑
3.1.1.2. : « Préserver et enrichir la qualité environnementale et paysagère du Parc grâce à l'agriculture »				
3.1.2.1. : Optimiser la gestion du foncier agricole »				
3.3.1.2. : « Promouvoir une gestion environnementale et paysagère des forêts »	<p>Réalisation d'un Atlas des enjeux forestiers identifiant les réservoirs de biodiversité, réserves de chasse et de faune sauvage, zone humide, périmètre de captage AEP, les secteurs à forte pente (> à 30% et > à 50 %).</p> <p>Etat des lieux : rappel du contexte local et procédure en cours. Identification des divers enjeux liés à la forêt : production, déprise, impacts paysagers, lien avec préservation de la biodiversité, etc.</p>	<p>Axe 3 du PADD : Accompagner les activités identitaires et structurantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser durablement la forêt = objectif d'augmentation du volume d'exploitation - Conforter la filière bois énergie existante et favoriser son développement - Valoriser clairement les espaces pentus soit par une politique de reconquête agropastorale soit par l'exploitation forestière : jusqu'à une pente de 30% = maintien ou reconquête agricole, de 30 à 50% exploitation forestière possible 	<p>Les sites forestiers emblématiques sont identifiés par un pictogramme dans l'atlas des enjeux paysagers et patrimoniaux.</p> <p>Le SCOT recommande la réalisation d'un diagnostic forestier complémentaire du diagnostic agricole.</p> <p>jusqu'à une pente de 30% = maintien ou reconquête agricole, de 30 à 50% exploitation forestière possible</p>	↑
REGARD DU PARC Agriculture et Forêt	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les terrains attenants au siège d'exploitation, ainsi que les terres utilisées par l'activité agricole. - Développer les possibilités d'installation d'agriculteurs et de transmission des exploitations. - Préserver le bâti ancien agricole typique de l'architecture traditionnelle. - Conserver les boisements soulignant les structures géomorphologiques du paysage. - Maintenir les espaces ouverts en soutenant le pastoralisme. 			

ARCHITECTURE ET PATRIMOINE BATI				
2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »	Identification du patrimoine bâti classés, châteaux, mention du petit patrimoine bâti et du patrimoine bâti industriel (ouvrage hydroélectrique et voie ferré). → L'analyse des caractéristiques architecturales du territoire et la question des matériaux locaux pourrait être développée.			↑
3.3.2.2. : « Soutenir et structurer les filières locales fournissant le bois d'œuvre, le bois de construction et le bois énergie »	Identification du patrimoine archéologique et géologique. Mention de l'inventaire du petit patrimoine bâti réalisé par le SMPNRVA.	<u>L'Axe 2 préserver la qualité paysagère et architecturale</u>	→ Le DOO ne donne pas plus de précision sur la protection du petit patrimoine bâti spécifiquement et du patrimoine bâti en général.	
3.4.2.2. : « Maintenir et diversifier l'usage de la pierre volcanique dans l'architecture locale »	Les enjeux du Regard du parc (Porter à connaissance) liés à l'architecture et au patrimoine bâti sont repris dans le focus sur le PNR dans le chapitre 2 « environnement biologique » p.40.			
REGARD DU PARC Architecture et Patrimoine bâti	<ul style="list-style-type: none"> - Conforter la position géographique et la silhouette de chaque bourg (articulation, piémont, etc.). - Encourager la réhabilitation du bâti vacant (en centre-bourg) et lutter contre les modèles architecturaux standardisés. - Encourager l'usage du bois et de la pierre volcanique (respect de l'architecture locale). - Inciter à recenser mettre en place des mesures de protection des éléments de petit patrimoine. 			
BIODIVERSITE ET PATRIMOINE NATUREL				
2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »	<p>« Le SCoT a ainsi précisé les contours des réservoirs de biodiversité d'ores et déjà reconnus et définis à l'échelle régionale en y intégrant notamment les espaces naturels sensibles du Conseil départemental, les sites gérés par le Conservatoire des espaces naturels d'Auvergne, certains sites inscrits et classés, ainsi que les réservoirs de biodiversité du PNR des Volcans d'Auvergne (dont ceux classés comme "prioritaires"). » p.48</p> <p>Les espaces de respiration et limites d'urbanisation issus du plan de parc et de la charte du PNR des Volcans d'Auvergne comme appui pour renforcer les corridors p.55</p> <p>L'analyse de la TVB est traduite dans une carte 1/65000. Prise en compte des obstacles à la continuité de la trame verte. Prise en compte des secteurs à enjeux. Les obstacles à la continuité de la trame bleue existants sont repris sur une cartographie 1/450 000 dans le RP p.54 + carte 1/200 000 p.62 Les zonages réglementaires et de protection sont spatialisés au 1/310 000 dans le RP p.42-43.</p> <p>Identifications des enjeux principaux : articulation entre espaces agricoles et urbains, TVB en ville, enjeux transversaux (bocage, haies), identification des sources des menaces de fragmentation/perturbation, et de pollution...</p>	<p>AXE 2 : PRESERVER ET METTRE EN VALEUR LE TERRITOIRE ET SES RESSOURCES</p> <p>-préserver les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques : identification des limites d'urbanisation et espace de respiration du plan parc sur la carte trame verte et bleue</p> <p>-exigence d'intégrer les principes de développement durable aux aménagements : limitation de l'imperméabilisation des sols, préservation du cycle naturel de l'eau, favoriser les plantations d'essences locales, gestion qualitative des interfaces entre espace urbains/villageois et agricoles/naturels, favoriser la limitation de l'éclairage nocturne</p>	<p>Les réservoirs de biodiversité sont identifiés dans l'atlas cartographique TVB (au 1/65 000ème).</p> <p>Le DOO impose au PLU(i) la délimitation des réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, d'assurer leur pérennité et fonctionnalité, de maintenir les espaces de respiration et les limites d'urbanisation.</p> <p>Le développement de l'urbanisation pour les communes situées entièrement en cœur de biodiversité est soumis à étude d'impact.</p> <p>Le SCOT souhaite que soit préservée, voire renforcée, la nature en ville et le maintien des éléments paysagers : biodiversité en milieu urbain (juste recommandation).</p> <p>La protection des éléments de bocage est abordée dans l'enjeu milieux aquatiques (éléments filtrants du paysage).</p>	↑
2.1.2.2. : « Maintenir la fonctionnalité de la Trame verte et bleue »				
2.1.2.3. : « Conserver et valoriser la richesse des réservoirs de biodiversité »				
2.1.2.5. : « Améliorer la gestion environnementale des milieux ordinaires »				
REGARD DU PARC Biodiversité et Patrimoine naturel	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les éléments composant la Trame Verte et Bleue (réservoirs de biodiversité, continuités écologiques), et plus particulièrement : <ul style="list-style-type: none"> - Les milieux agro-pastoraux d'estive (zonage de type N). - Les lacs naturels, zones humides, ruisseaux et ripisylves (zonage de type Nh). - Les milieux forestiers du domaine montagnard (zonage de type N). - Limiter l'urbanisation diffuse afin de limiter les sources de fragmentation des milieux. - Spatialiser dans le DOO les réservoirs et les corridors écologiques identifiés. 			

EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

<p>2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »</p>	<p>Référence au SDAGE Adour-Garonne, aux contrats territoriaux, au SAGE Dordogne amont, à la réforme GEMAPI.</p> <p>Prise en compte des enjeux eau et milieux aquatiques : captage, ressource (masse, quantité, état, sources de pollution etc.), assainissement, ruissellement, etc.</p> <p>Carte d'inventaire des zones humides se basant sur les données existantes, dont inventaire des tourbières du Cézallier et de l'Artense réalisé par le PNR des Volcans p27. Introduites dans l'atlas de la TVB.</p>	<p>AXE 2 : PRESERVER ET METTRE EN VALEUR LE TERRITOIRE ET SES RESSOURCES</p> <ul style="list-style-type: none"> -gestion solidaire de la ressource en eau et respect du débit réservé et du débit minimum biologique des cours d'eau -sécuriser l'alimentation AEP des populations + trouver un équilibre quantitatif satisfaisant pour tous les usagers -limiter les pressions sur la ressource en eau et la ressource piscicole -intégrer la gestion des EP lors de toute élaboration ou révision de document d'urbanisme 	<p>Les zones humides sont identifiées dans l'atlas de la trame verte et bleue (sur la base des inventaires existants, → donc inventaire non exhaustif à compléter le cas échéant en amont des projets).</p> <p>Un inventaire des zones humides à minima des futures zones d'urbanisation devra être réalisé dans le cadre des documents d'urbanisme locaux.</p> <p>Prescription 18 : interdiction de drainage sur les bassins versants concernés par les captages AEP. → La prescription pourrait être développée, le drainage n'est pas la seule menace sur les zones humides, comblement, extension urbanisation, etc...</p> <p>Prescription n° 09 : Si une zone humide est identifiée dans un secteur d'aménagement, « <i>il est demandé, la préservation de ces zones humides et de leur fonctionnalité par le maintien ou la création d'espaces tampons [...] en évitant la déconnexion des flux hydrauliques de leur bassin d'alimentation</i> ». « compensation de 150% si possible en continuité ou à proximité de la zone humide », → Ce dernier point pourrait être complété en précisant qu'à défaut, la compensation doit se faire sur le même bassin versant.</p> <p>Recommandation n° 5 : Le SCOT recommande l'identification et la préservation des éléments de paysage (bocage, ripisylve) jouant un rôle de filtres d'eau, notamment en amont des zones humides. → Attention cette orientation ne doit pas concerner que les zones humides, mais tous les secteurs proches des cours d'eau + il est dommage que ce ne soit qu'une recommandation.</p> <p>Les communes de Lanobre et Beaulieu sont concernées par les modalités d'application de la loi Littoral.</p> <p>La cartographie «des modalités d'application de la loi littoral » incluse dans le DOO s'entend comme une prescription. Les documents d'urbanisme locaux devront préciser les modalités d'application de la loi littoral prévues par le SCOT :</p> <ul style="list-style-type: none"> -ils pourront porter à plus de 100 mètres la bande littorale -le principe d'inconstructibilité dans la bande littoral ne s'applique pas pour les constructions ou installations nécessaires à des services publics, ni à des activités économiques liées à l'eau -ils doivent délimiter les espaces remarquables : → incluent les inventaires zones humides et tourbières réalisés par le SMPRNA dans le 6.3.1 p.61 <p>-ils préciseront la nature des activités et catégories d'équipement faisant exception au principe d'inconstructibilité dans les « espaces remarquables »</p> <p>-ils devront délimiter à leur échelle « les espaces proches du rivage »</p> <p>- les possibilités d'extension de l'urbanisation devront être définies par des OAP</p> <p>- l'extension de l'urbanisation doit être limitée et justifiée dans les espaces proches du rivage</p> <p>-le changement de destination des bâtiments agricoles n'est pas autorisé dans les espaces remarquables ni dans les espaces proches du rivage + la construction de bâti agricole est autorisée sous réserve d'une bonne intégration paysagère</p> <p><u>Eau potable</u> : préserver les captages (identifiés dans l'atlas de la TVB), finaliser la mise en place des périmètres de protection, etc. Dans ces périmètres il est attendu la protection des haies, ripisylves, bandes enherbées.</p>	<p>→</p>
<p>2.2.1.1. : « Favoriser et mettre en cohérence les politiques de l'eau à l'échelle du territoire et les enjeux de la ressource »</p>				

<p>2.2.1.2. : « Mettre en place une gestion durable des lacs naturels remarquables du territoire »</p>			<p>Mise en relation du potentiel d'accueil et activités existantes ou projetées avec la ressource en eau disponible.</p> <p><u>Assainissement :</u> Prescription n°19 : adéquation développement et capacité de traitement demandée. Demande de limiter les rejets directs des STEP de taille égal ou supérieur à 2000 EH dans les milieux naturels, Favoriser les rejets indirects avec zone tampon et l'ANC, etc.</p> <p><u>Eaux pluviales :</u> Recommandation n°10 : le SCOT recommande la récupération des eaux pluviales via les toitures, d'adapter la gestion des espaces verts afin d'économiser l'eau, de <u>développer de petites retenues de stockage d'eau pour besoins agricoles, forestiers</u> ou réserve incendie</p> <p>→ Le développement « de petites retenues de stockage d'eau pour besoins agricoles et forestiers » pose question : quels impacts sur le cycle de l'eau ? est-ce pertinent à long terme pour une gestion durable de la ressource en eau ? quels impacts paysagers ?</p> <p>→ Ce deuxième point de la recommandation n°10 demande à être précisé et encadré en privilégiant en premier lieu les économies d'eau, en second lieu les ressources alternatives (récupération des eaux pluviales, etc. En dernier lieu, l'aménagement de retenues éventuelles devrait être conditionné à une étude préalable ressources/besoins/impacts sur le milieu.</p> <p>Prescription n°20 : Dans les projets d'aménagement où existe un risque potentiel il est attendu : une limitation de l'imperméabilisation des sols, la mise en œuvre des dispositifs de rétention, privilégier la séparation des réseaux, limiter les rejets et dépollution.</p> <p>→ La prescription n°20 mériterait d'être développée afin d'assurer l'intégration d'une meilleur gestion des eaux pluviales dans chaque projet d'aménagement, que ce soit en terme d'infiltration ou de récupération.</p> <p>→ Nous proposons de supprimer la mention « où existe un risque potentiel » pour une prise en compte global des EP dans tout projet d'aménagement et de rajouter « favoriser l'infiltration ou la récupération ».</p> <p>→ Le SCOT pourrait aller plus loin en la matière et privilégier l'infiltration, traitement à la parcelle, réutilisation, etc. Ces éléments devront aussi être traduits dans les documents locaux d'urbanisme.</p> <p>Recommandation n°6</p> <p>→ La question de l'artificialisation et de l'imperméabilisation en milieu urbain n'est qu'une recommandation.</p>	
<p>2.2.1.3. : « Maîtriser les usages de l'eau pour préserver la ressource et les milieux aquatiques et humides »</p>				
<p>REGARD DU PARC Eau et milieux aquatiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préservation de la ressource en eau potable (protection des captages par arrêté, préservation des zones humides). - Préservation des lacs. - Préservation et/ou restauration de la trame bleue (continuité écologique des cours d'eau, de la ripisylve et des zones humides). - Préservation des espèces d'intérêt patrimonial. - Préserver la fonctionnalité des zones humides. - Assurer le libre écoulement des cours d'eau. - Limiter l'imperméabilisation des sols et limiter l'utilisation des phytosanitaires dans la gestion des espaces publics. 			

ENERGIE ET DEPLACEMENTS

<p>2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »</p>				
<p>2.2.2.1. : « Economiser l'énergie en priorité »</p>	<p>L'Analyse des « mobilités » est développée. Mention du Transport à la demande et des aires de co-voiturages, voies vertes, vélo-rail...</p> <p>Mention des travaux sur la route départementale 922 : deux créneaux de dépassement (Saint-Martin Valmeroux et Boissière) et deux projets de contournements : à l'est de Mauriac et sur les « virages de Salins » p.293</p> <p>Identification des enjeux : dépendance automobile, partage de l'espace public, développement des modes de déplacements doux quotidien.</p> <p>Couvertures numériques et mobiles en retard.</p> <p>Introduction de la notion de réchauffement climatique.</p> <p>Analyse des sources émission/consommation. Référence à l'éclairage public : économie, amélioration, extinction, qualité du ciel, etc. Précarité énergétique (bâti, déplacement) bien identifiée comme un enjeu majeur du territoire.</p> <p>Mention de l'engagement du PNRVA dans le dispositif TEPCV</p>	<p>Déplacement = encourager les transports collectifs et le covoiturage, favoriser les modes doux, aménager des barreaux d'accès à la voie verte, développer l'usage du vélo (partage des voiries, stationnements)</p> <p>Stationnements : assurer les stationnements de longue durée (notamment résidentiel) + fluidifier le stationnement de courte durée (accès services et équipements) + insertion paysagère du stationnement touristique</p> <p>→ Concernant l'éclairage public, nous précisons qu'aujourd'hui toutes les communes du Parc sont équipées d'horloges astronomiques (financement TEPCV) qui permettent de programmer les lampadaires. D'autres mesures comme la réduction de puissance des lampes lors des remplacements et la suppression des points lumineux inutiles (lampadaires doubles par exemple) ne nécessitent aucun investissement, offre un affichage clair sur le sujet aux habitants et permettent de faire des économies substantielles sur les consommations d'électricité.</p>	<p>Le SCOT encourage le développement des modes de déplacements doux, notamment le vélo électrique.</p> <p>Le DOO précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aménagement de PEM à Mauriac et Riom-es-Montagne - recommande l'aménagement de PEM dans les pôles relais - recommande l'urbanisation et la densification urbaine des secteurs les mieux desservis en transports en commun - prescrit que le maillage en déplacements doux devra être assuré entre les services principaux au sein des pôles principaux et des pôles relais + que la localisation préférentielle des extensions urbaines devra tenir compte de l'accessibilité aux espaces centraux de la commune par des modes de déplacements doux - encourage la pratique du vélo électrique et les équipements dédiés <p>Le DOO prescrit l'organisation du stationnement en centre-bourg pour faciliter l'accès aux commerces et équipements : dissociation du stationnement de courte durée et de longue durée pour desservir les espaces habités.</p> <p>→ La possibilité de réduire le stationnement après évaluation des besoins n'est pas évoquée. Il serait intéressant d'ajouter cette possibilité.</p> <p>Le SCOT recommande la réduction de l'impact de l'éclairage nocturne (en termes de pollution lumineuse et consommation énergétique).</p> <p>Le SCOT précise que l'enjeu de préservation des paysages prime sur celui de production d'énergies renouvelables. La priorité est donnée aux filières bois-énergie, méthanisation et photovoltaïque en toiture.</p> <p>Le DOO prescrit : L'étude du potentiel énergétique renouvelable pour tout projet d'extension/renouvellement urbain et encadre les projets de développement des énergies renouvelables. Il précise que le développement de l'urbanisation et des ZAE doit se faire en cohérence avec les réseaux énergétiques.</p>	<p style="text-align: center;">↑</p>

<p>2.2.2.2. : « Rationaliser la production d'énergies renouvelables au regard des potentialités et des vulnérabilités du territoire »</p>	<p>Analyse des productions d'énergie et focus sur les conditions d'implantations des projets ENR au sein du territoire du PNRVA p.152.</p> <ul style="list-style-type: none"> → Pour rappel, la carte des sensibilités vis-à-vis de l'éolien s'entend en terme de sensibilités paysagères et environnementales et a pour objectif de préserver les espaces patrimoniaux remarquables du PNR qui fondent le classement et l'image du parc et constituent des facteurs clés pour l'essor économique du territoire, notamment en terme d'activités touristiques. → Les signataires de la charte ont décidé : <ul style="list-style-type: none"> -de ne pas favoriser la création de parcs éoliens dans les zones de sensibilités paysagères et environnementales forte et moyenne -de ne pas favoriser l'extension et la densification du parc éolien et de la ZDE autorisés avant le 27 avril 2012 dans les zones de sensibilités paysagères et environnementales fortes. → La carte des sensibilités paysagères et environnementales vis-à-vis de l'éolien n'est pas présente et pourrait être ajouté au document. La charte et le plan du parc pourrait être ajoutés en annexes. 	<p>-Valoriser le potentiel d'énergies renouvelables en préservant la qualité paysagère et architecturale : encadrement strict du grand éolien + photovoltaïque au sol ; encourager le bois-énergie et la méthanisation, la petite hydroélectricité et la production photovoltaïque ou thermique sur bâtiment</p> <ul style="list-style-type: none"> → Pour rappel, les signataires de la charte du parc (p.95) : <ul style="list-style-type: none"> -« privilégient la recherche d'économies d'énergies avant d'engager tout projet important de production énergétique » -« privilégient le solaire thermique, solaire-photovoltaïque sur faible surface de toiture ; la géothermie individuelle et la géothermie profonde ; le bois énergie et la méthanisation » -« incitent à la recherche d'amélioration de la performance des équipements hydroélectriques existants qui le nécessitent au plan énergétique, mais également en termes de « transparences » des ouvrages » -« subordonnent les demandes d'installation de nouveaux équipements hydroélectriques à la nécessité de ne pas mettre en péril la trame bleue, ni l'atteinte du bon ou très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale » -« veillent, dans la mesure des possibilités et des réglementations en vigueur, au démantèlement des installations obsolètes et à la remise en état des lieux » <p>-Encourager les projets permettant d'améliorer la capacité de stockage ou d'exportation d'électricité du territoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> → La question de la forme et de l'intégration paysagère de ces infrastructures pourrait être abordée <p>-favoriser l'économie d'énergie et l'efficacité énergétique dans l'urbanisme</p>	<p>Eolien : Prescription n° 13 : Le DOO proscrit son développement « sur les zones de sensibilité environnementales et paysagères fortes et moyennes identifiées dans la charte du PNRVA → (rajouter la carte mentionnée de la charte du parc en annexe) ; au sein des réservoirs de biodiversité identifiés dans l'atlas de la trame verte et bleue du SCOT ; au sein des corridors écologiques, lorsque celui-ci altère la fonctionnalité du corridor ; → afin d'éviter toute subjectivité d'interprétation de «l'altération de la fonctionnalité des corridors », il conviendrait de préciser les indicateurs retenus permettant de justifier la fonctionnalité de ces derniers → la mention « lorsque celui-ci altère la fonctionnalité du corridor » pourrait être supprimée proscrit lorsqu'il altère la qualité des paysagère des sites touristiques majeurs.</p> <p>Photovoltaïque au sol : Prescription n°14 : privilégié sur les espaces déjà artificialisés, proscrit « sur les zones de sensibilité fortes et moyennes identifiées dans la charte du PNRVA » ; → Nous tenons à souligner que la carte de sensibilité environnementales et paysagères a été élaborée vis-à-vis de l'éolien et non du photovoltaïque. proscrit au sein des réservoirs de biodiversité de la TVB ; au sein des corridors écologiques, lorsque celui-ci altère la fonctionnalité du corridor ; → afin d'éviter toute subjectivité d'interprétation de «l'altération de la fonctionnalité des corridors », il conviendrait de préciser les indicateurs retenus permettant de justifier la fonctionnalité de ces derniers → la mention « lorsque celui-ci altère la fonctionnalité du corridor » pourrait être supprimée proscrit sur des espaces agricoles mécanisables, sauf si le maintien d'une activité agricole est possible. → ! Attention le terme espaces agricoles « mécanisables » semble trop peu restrictif au regard des enjeux de préservation du foncier agricole et incompatible avec les dispositions de la charte du parc (p.98) en la matière précisant que : « les signataires s'engagent à faire valoir les objectifs suivants [...] : éviter l'implantation de parcs photovoltaïques au sol au sein des milieux naturels, notamment les réservoirs de biodiversité, ainsi que les terres agricoles en cours d'exploitation ou susceptibles de l'être. » → Le développement de parcs photovoltaïques au sol pourrait être également proscrit sur les 4 zones d'AOP fromagers qui constituent une ressource non délocalisable.</p> <p>Recommandation n°8 et n°9 : Le SCOT encourage la production d'énergie par biomasse ou géothermie et micro-centrales hydroélectriques. → Pour la recommandation n°9, il s'agit de bien accentuer vers de l'optimisation de l'existant sur des cours d'eau déjà aménagés, cette mention pourrait apparaître en premier lieu.</p>	<p style="text-align: center;">↓</p>
<p>REGARD DU PARC Energie et déplacements</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Définir des objectifs de réduction des dépenses de consommation énergétique. - Penser l'implantation des équipements publics et de l'habitat en termes de centralité. - Rationaliser l'éclairage public nocturne. - Tendre vers un développement des énergies renouvelables. 			

Légende (niveaux de compatibilité avec les dispositions de la Charte) :

↑↑	Compatibilité forte avec les dispositions de la Charte 2013>2025
↑	Compatibilité avec les dispositions de la Charte 2013>2025
→	Compatibilité partielle avec les dispositions de la Charte 2013>2025
↓	Incompatibilité avec les dispositions de la Charte 2013>2025
↓↓	Incompatibilité forte avec les dispositions de la Charte 2013>2025